



21 avril 2026

## Afrique du Sud : après plus de 30 ans, la réforme agraire est loin d'avoir atteint ses objectifs

Depuis l'arrivée de l'administration Trump à Washington, la tension s'est accrue entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. La cause en a été les déclarations contre l'Afrique du Sud faites par les États-Unis, depuis les accusations de génocide contre les Blancs proférées par le milliardaire Musk, ancien conseiller de Trump, jusqu'aux documents publiés par le Département d'État accusant le gouvernement sud-africain « de prendre des mesures très préoccupantes en faveur de l'expropriation des terres des Afrikaners et d'autres abus contre les minorités raciales » en 2024 [lire [ici](#) et [ici](#), en anglais].

Ces tensions peuvent probablement être une conséquence des accusations de génocide contre Israël devant la Cour Internationale de Justice [[lire](#)] et de l'approbation par l'Afrique du Sud, en janvier 2025, de la loi d'expropriation (« Expropriation Act ») autorisant l'expropriation de terre avec une compensation juste et équitable pour utilité publique ou dans l'intérêt général (y compris la réforme agraire). La loi stipule que, quand un accord ne peut être atteint avec le propriétaire [[lire p.10, en anglais](#)], la terre peut être saisie sans compensation sous certaines conditions, par exemple dans le cas où la terre est inutilisée.



Epa/Jon Hrusa

Les accusations états–uniennes ont été vivement critiquées par le gouvernement sud–africain parce qu’elles s’appuyaient sur des informations hors contexte et des comptes–rendus non crédibles [[lire en anglais](#)]. L’Institute for Security Studies (ISS) reconnaît dans une note que « les attaques de fermes sont un sérieux problème criminel qui demande l’attention des forces de l’ordre », mais considère « qu’elles ne constituent pas de génocide » et qu’elles « représentent une part réduite de la criminalité violente en Afrique du Sud et que leur mode d’opération relève de motifs criminels plutôt que politiques ». Il ajoute que « les statistiques récentes montrent une diminution des crimes agricoles violents » [[lire en anglais](#)].

Pendant ce temps, 4496 des 4499 réfugiés accueillis par les États–Unis entre octobre 2025 et le 10 avril 2026 étaient des Sud–Africains blancs (« Afrikaners »), du fait de leur supposée ‘persécution’ en Afrique du Sud [[lire ici](#) et [ici en anglais](#)].

Ces nouvelles ont encouragé la rédaction de cet article dont l’intention est de présenter quelques faits sur l’avancement de la réforme agraire en Afrique du Sud depuis mai 1994, quand l’ANC<sup>1</sup> arriva au pouvoir avec l’élection de Nelson Mandela (1918–2013) [[lire](#)].

## **1994 : la fin du régime de l’apartheid**

Pendant la période de l’apartheid (1948–1994), l’Afrique du Sud était dirigée par un régime ouvertement raciste avec à sa tête le « National Party ». L’apartheid était caractérisé par la mainmise blanche dans tous les domaines de la vie. Il était fondé sur la supériorité raciale déclarée des Blancs et la domination des « gens de couleur » (Noirs, Métis et Indiens).

La terre avait été systématiquement saisie de la population autochtone pendant la période coloniale. Le « Native Land Act » de 1913 interdisait l’installation de nouvelles activités agricoles, de métayage ou de fermage par des Noirs en dehors des réserves (Bantoustans). En 1936, le « Native Trust and Land Act » fit que 87 % de la terre appartenait et était contrôlée par la minorité blanche, laissant seulement 13 % de la terre aux « gens de couleur » [[lire en anglais](#)]. En 1993, la loi scélérate de 1913 fut abolie.

## **Le programme de réforme agraire en Afrique du Sud**

### 1994–2005

Quand le régime politique changea, en 1994, et le gouvernement de l’ANC prit le pouvoir, la superficie moyenne détenue par les Noirs était de 1,3 ha/personne, comparé à 1570 ha/personne pour les Blancs.

Le **programme de réforme agraire**, central dans l’effort national de redressement des injustices historiques, fut lancé avec trois piliers :

---

<sup>1</sup> ANC : Congrès National Africain (African National Congress).

- **Redistribution** – pour fournir de la terre à des fins de production ou de résidence à un grand nombre de Noirs ruraux qui avaient été spoliés pendant l’apartheid et qui souhaitent obtenir de la terre à l’aide d’une subvention pour l’acquisition de terre ;
- **Restitution** – en nature ou en espèces, pour compenser les individus victimes de déplacements forcés à la suite de la loi raciste de 1913 ; et,
- **Réforme foncière** – pour reconnaître la propriété individuelle et communautaire, et les implantations informelles, et d’établir une nouvelle infrastructure administrative pour fournir de la terre à des groupes de population discriminés [[lire en anglais](#)].

C’était une réforme agraire basée sur le marché, fondée sur le principe de « vendeur et acheteur consentants » adopté sous l’influence de la Banque mondiale qui faisait alors la promotion de réformes foncières reposant sur « des transferts volontaires négociés entre acheteurs et vendeurs, le rôle de l’État étant réduit à l’établissement d’un cadre nécessaire de négociation et à la mise à disposition d’une subvention en vue de l’achat de terre aux bénéficiaires éligibles » [[lire en anglais](#)]. Cette méthode a probablement aussi été suivie pour éviter ce qui s’était produit auparavant au Zimbabwe, où une réforme agraire plus radicale avait eu des conséquences dramatiques sur la production agricole au cours des années 1980, quand des fermes appartenant à la minorité blanche avaient été démantelées.

En 2005, tandis que le secteur agricole sud-africain restait performant (voir **figure 1**, ci-dessous), la réforme agraire progressait lentement et il devint évident que l’approche suivie ne permettrait pas d’atteindre l’objectif de distribution de 30 % des terres agricoles [[lire en anglais](#)].

### 2007-2014

En 2007, l’avancement restait encore limité. Il fut clair que le programme avait négligé le fait que les bénéficiaires potentiels de la réforme n’avaient aucune expérience de gestion d’une ferme familiale. Certains parmi eux étaient des ouvriers agricoles qui étaient employés sur des fermes appartenant à la minorité blanche (environ 1,2 million de familles) et d’autres n’avaient jamais travaillé dans l’agriculture.

À cette époque, la plupart des bénéficiaires de la réforme agraire vivaient sur des petites fermes (de moins de 2 hectares, en moyenne) souvent situées sur les terres les moins fertiles se trouvant dans des lieux mal desservis par les infrastructures (y compris celles relatives à l’eau [[lire en anglais](#)]) et les marchés, et ils n’avaient pas les compétences techniques, de gestion et de commercialisation requises pour opérer dans une économie ‘moderne’.

Ils ne bénéficiaient pas davantage du soutien d’une administration ayant l’expérience et la capacité d’appuyer de petits producteurs. Les solutions suggérées à cet état de fait comprenaient une formation systématique des

agriculteurs, le renforcement des services de vulgarisation et la création d'accords de commercialisation entre les groupes ou coopératives de producteurs et les cantines publiques (écoles, administrations, prisons, hôpitaux, etc.) (FAO, 2007).

Mais en 2014, l'avancement de la réforme restait toujours lent, le soutien demeurait fréquemment inadapté, tandis que les disparités de genre persistaient [[lire en anglais](#)].

## 2024

En 2024, la réforme agraire était parvenue à distribuer entre 7 et 14 % de la terre, soit moins de la moitié de l'objectif initial,<sup>2</sup> alors que les bénéficiaires ne détenaient souvent que des baux précaires ou manquaient de titres de propriété, ce qui perpétuait leur précarité. En outre, du fait d'un manque de capacité, l'utilisation de la terre était réduite.

La plus grande partie des 78 millions d'hectares étaient encore entre les mains de la minorité blanche, tandis que les compensations financières avaient atteint environ l'équivalent de 1,1 milliard de dollars, principalement dans les zones urbaines [[lire en anglais](#)].

La plupart des questions soulevées en 2007 demeuraient et il était encore nécessaire de mettre en place un « environnement favorable pour ses bénéficiaires, y compris l'éducation, la formation, l'infrastructure et l'accès à des équipements agricoles modernes, au financement et aux marchés » [[lire p.287](#)], ce qui souligne les résultats peu satisfaisants de la réforme agraire en Afrique du Sud, puisqu'elle a laissé des millions de Sud-Africains sans terre et économiquement marginalisés tant en zone rurale qu'urbaine, vivant des vies précaires.

Cette situation remet en cause l'approche suivie et renforce le besoin de trouver d'autres moyens de mener la réforme agraire et d'explorer les potentiels de systèmes alternatifs de gouvernance foncière, tels que la propriété coopérative, les programmes de location de terres et les fondations foncières [[lire en anglais](#)]. Cela demandera un engagement plus déterminé de l'État.

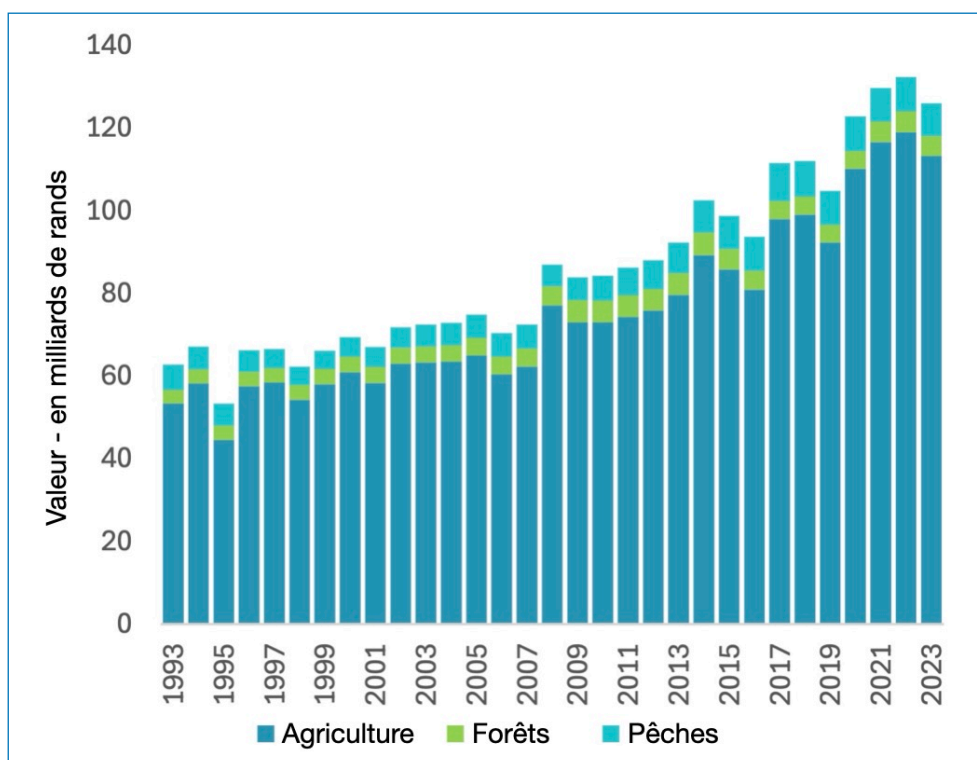
## **Conclusion**

Le secteur agricole sud-africain reste, aujourd'hui, encore largement entre les mains de la minorité blanche. Sa performance a été bonne depuis 1994 et il a poursuivi sa croissance sans être affecté par la lente progression de la réforme agraire (voir **figure 1**).

---

<sup>2</sup> L'incertitude sur la superficie de terre distribuée montre le défi représenté par la réforme agraire : faiblesse et inefficacité bureaucratique des agences qui devrait coordonner le programme et soutenir les bénéficiaires, changement dans le discours politiques avec le temps, capture par les élites sont parmi les problèmes rencontrés [[lire en anglais ici](#) et [ici](#)].

Figure 1 – Le PIB agricole de l’Afrique du Sud (1993–2023)



Source : [Meyer et al., 2025](#).

Depuis 1993, tandis que l’agriculture, les forêts et la pêche représentaient entre 1,9 et 2,9 % du PIB et ont crû de manière assez régulière, la part des ressources du budget national allouées à l’agriculture et la réforme agraire a chuté de 1,2 % à 0,8 %, signe que cela ne fait pas partie des priorités majeures du gouvernement.

Cependant, l’Afrique du Sud reste l’un des pays au monde où il y a le plus d’inégalités [[lire p.2](#)]. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté, après avoir décliné pendant les premières années du changement de régime, se trouve bloqué maintenant et a même légèrement augmenté. Plus de 30 % de la population vit avec moins de 3 dollars/jour/personne, et plus des deux tiers de la population vivent avec moins de 8,3 dollars/jour/personne [[lire en anglais](#)].

-----  
Pour en savoir davantage :

- Zuma N.P., Zantsi, S., and M. Slay, [Water rights and land reform in South Africa: policy intentions and lived outcomes](#), *Front. Sustain. Food Syst.* 10:1777555, 2026 (en anglais).
- Jones, M., [US has let in 4,499 refugees since October – all but three were South African](#), BBC, 2026 (en anglais).
- Mnguni, H., et al., [Beyond conventional land reform: Alternative pathways for redress and spatial transformation in South Africa](#), *International Journal of*

- Development and Sustainability, Volume 15 Number 2 (2026): Pages 207–224, 2026 (en anglais).
- Narsiah, S., [Empire and land reform in South Africa](#), Human Geography 19.1 (2026): 152–157, 2026 (en anglais).
  - France Info, [Les Etats-Unis réduisent de manière drastique le nombre de réfugiés accueillis cette année et annoncent privilégier dorénavant des Blancs d'Afrique du Sud](#), 2025.
  - World Bank, [South Africa, Poverty & Equity Brief](#), 2025 (en anglais).
  - Gumede, M., [South Africa dismisses U.S. human rights report as 'deeply flawed'](#), AP, 2025 (en anglais).
  - Newham, G., and L. Lancaster, [Farm attacks in South Africa: setting the record straight](#), Institute for Security Studies, 2025 (en anglais).
  - OCDE, [Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2025 \(version abrégée\) : Tirer le meilleur parti de l'interface entre les échanges et l'environnement dans l'agriculture](#), Éditions OCDE, Paris, 2025.
  - US Department of State, [2024 Country Reports on Human Rights Practices: South Africa](#), 2025 (en anglais).
  - Shiba, W., et al., [How Has South Africa's Land Reform Policy Performed from 1994 to 2024? Insights from a Review of Literature](#), Land 2025, 14, 2443, 2025 (en anglais).
  - The White House, [Addressing Egregious Actions of the Republic of South Africa](#), Executive Order 14204 of February 7, 2025 (en anglais).
  - Meyer, F., et al., [Agriculture in South Africa in the democratic era: 1994–2024 – A statistical compendium](#), Bureau for Food and Agricultural Policy, Stellenbosch University, 2025 (en anglais).
  - Le Monde, [Cour internationale de justice : l'Afrique du Sud dit avoir déposé ses « preuves » du « génocide » commis par Israël](#), 2024.
  - FAO, Capacity building for South African Professionals in the Field of Agriculture and Food Security, Aide-Memoire, Pretoria/Rome, 2007 (en anglais).
  - Government of South Africa, [Draft report of the National Land Summit – A Partnership to Fast Track Land Reform: A New Trajectory Towards 2014](#), 2005.
  - Deininger, K., [Making Negotiated Land Reform Work: Initial Experience from Colombia, Brazil and South Africa](#). World Development. 27 (4): 651–672, 1999 (en anglais).
  - Department of Land Affairs, [White Paper on South African Land Policy April 1997](#), 1997 (en anglais).

Sélection de quelques articles parus sur [lafaimexpliquée](#) liés à ce sujet :

- [Un monde inégalitaire : faits, causes, conséquences et remèdes possibles...](#) 2025.
- [Nelson Mandela: un héros exemplaire](#), 2013.
- [La terre: une ressource essentielle menacée et inégalement distribuée](#), 2013.